

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Libye : un cessez-le-feu bien fragile

M. A. (Source : AFP)
Libreville/Gabon

APRES des mois de combats et au terme d'un intense ballet diplomatique pour conjurer le spectre d'une internationalisation accrue du conflit, un cessez-le-feu à l'initiative d'Ankara et Moscou est entré en vigueur hier en Libye. Certes, l'homme fort de l'est, le maréchal Khalifa Haftar, qui

tente depuis avril de s'emparer de Tripoli, a proclamé ce cessez-le-feu, peu avant son entrée en vigueur prévue à minuit. Et son rival Fayez al-Sarraj, chef du Gouvernement d'union nationale (GNA, basé à Tripoli) a annoncé quelques heures plus tard qu'il acceptait lui aussi une cessation des hostilités.

Mais cette trêve apparaît bien fragile. Des tirs d'artillerie ont d'ailleurs été entendus peu après minuit depuis le centre de Tripoli, avant qu'un calme précisément précaire ne règne sur la banlieue sud de la capitale, théâtre des combats depuis plusieurs mois, selon des journalistes de l'AFP et des témoins.

La mission de l'Onu, qui s'est félicitée de ces annonces de trêve, a exhorté les parties "à laisser place aux efforts pour un dialogue interlibyen".

Depuis le début de l'offensive des pro-Haftar, plus de 280 civils ont été tués, selon l'Onu. D'après la même source, plus de 2 000 combattants ont en outre péri et 146 000 Libyens ont dû fuir les combats, dans un pays en proie au chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

L'entrée en vigueur du cessez-le-feu intervient donc après un intense ballet diplomatique cette semaine, emmené par la Turquie et la Russie, qui se sont imposés comme des acteurs clés.

Les présidents turc, Recep Tayyip Erdogan, et russe, Vladimir Poutine, avaient pris l'initiative mercredi d'appeler les camps rivaux à cesser les hostilités à compter d'hier. Des pressions auxquelles semblent en réalité avoir cédé les deux parties en conflit.

Reste que la plus grande suspicion entoure le rôle joué par Ankara et Moscou. Au début du mois, la Turquie a déployé des militaires pour soutenir le GNA et est accusée d'avoir envoyé des combattants syriens pro-turcs combattre les pro-Haftar.

La Russie est de son côté soupçonnée d'avoir envoyé des centaines de mercenaires soutenir les troupes du maréchal Haftar, qui bénéficient également de l'appui



Les deux rivaux, le Premier ministre Faysal al-Sarraj, et le maréchal Khalifa Haftar ont accepté (à gauche) une trêve des combats. Reste à savoir combien de temps tiendra-t-elle.

Brèves

France. Retraites : possible compromis en vue

Le retrait samedi par le gouvernement français de la mesure la plus contestée de la réforme des retraites ouvre la voie à la reprise des négociations avec les syndicats réformistes, mais les plus farouches opposants entendent poursuivre la grève, qui dure depuis plus de cinq semaines.

Gambie. L'ex-dictateur Jammeh fait entendre sa voix en exil

L'ancien dictateur gambien Yahya Jammeh, forcé à l'exil, s'est fait entendre dans son pays samedi en réclamant le respect de ce qu'il considère comme ses droits, et notamment celui de rentrer. L'enregistrement d'une conversation de Yahya Jammeh, exilé en Guinée Equatoriale, avec un responsable de son parti, a été diffusé sur les réseaux sociaux.

Mali. Deux civils tués à un poste de péage

Deux civils maliens ont été tués dans la nuit de samedi à dimanche lors de l'attaque par des hommes armés d'un poste de péage à Diéma, dans l'ouest du Mali, a-t-on appris de sources sécuritaires et auprès d'un témoin. Aucune indication n'était disponible dimanche matin sur les motivations des assaillants, dans un pays en proie aux violences jihadistes mais aussi au banditisme et aux trafics.

Iran. Les dénégations de l'ambassadeur britannique

L'ambassadeur de Grand-Bretagne en Iran, Rob Macaire, dont Londres a dénoncé samedi l'interpellation à Téhéran, a nié hier avoir pris part à la moindre manifestation contre les autorités qui ont rapporté certains médias iraniens. "Je peux confirmer que je n'ai pris part à aucune manifestation", écrit M. Macaire sur son compte Twitter.

des Emirats arabes unis et de l'Egypte. M. Poutine a une nouvelle fois rejeté ces accusations, samedi. Les Etats-Unis ont eux dénoncé samedi soir le "déploiement de mercenaires russes (...)

et de combattants syriens soutenus par la Turquie", dans un communiqué de son ambassade. Celle-ci a en outre indiqué que de hauts responsables américains avaient rencontré séparément,

jeudi à Rome, le maréchal Haftar et le ministre de l'Intérieur et homme fort du GNA, Fathi Bachagha, pour "encourager" une "désescalade" et une reprise d'un dialogue interlibyen.

RDC : 30 soldats tués dans l'est

M. A. (Sources AFP)
Libreville/Gabon

LA violence sans fin dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). L'armée a dû reconnaître la perte de 30 militaires dans sa dernière offensive contre le groupe armé des Forces démocratiques alliées (ADF) qui sème la terreur dans la région depuis des années.

L'armée a aussi "enregistré 70 blessés, dont certains graves", a déclaré samedi à la presse son porte-parole dans la région, le major Mak Hazukai. "Nous avons perdu quelques armes individuelles". Elle affirme cependant avoir conquis jeudi le QG des ADF à Madina dans la région de Beni (province du Nord-Kivu).

Le Conseil des ministres avait félicité vendredi l'armée pour la prise de cet "avant-dernier bastion des ADF", lit-on sur le compte Twitter



Dans son offensive dans l'est contre les ADF, l'armée a perdu 30 soldats.

des services du Premier ministre. "Du côté de l'ennemi, on a neutralisé 40 ADF", dont "cinq leaders", a poursuivi le porte-parole de l'armée dans le territoire de Beni. Des armes ont également été récupérées, selon la même source qui qualifie les ADF d'"intégristes islamistes".

L'armée congolaise avait annoncé le 30 octobre son offensive contre ce groupe armé accusé du massacre de plus de 1 000 personnes dans la région de Beni depuis oc-

tobre 2014. En retour, près de 150 civils ont été tués en un mois, dans des représailles des ADF sur les populations, d'après les observateurs. A l'origine, les ADF sont des rebelles musulmans ougandais qui se sont repliés dans l'est de la RDC dans les années 90. Ils n'ont pas attaqué les frontières de l'Ouganda voisin depuis des années. Début 2019, l'Etat islamique a revendiqué quelques unes de leurs attaques.